

"DANGEREUX", "ABERRANT": FORTE MOBILISATION CONTRE UN PROJET DE DÉCHARGE PRÈS DU LAC DE SAINT-CASSIEN

Tom Ferrara avec Laurène Rocheteau

Le 04/06/2024 à 16:26

Les associations de défense du lac dénoncent le risque de pollution de l'eau et de l'air, mais aussi le risque d'incendie et de trafic de poids lourds. Elles demandent l'abandon du projet et proposent des alternatives au préfet du Var.

Les associations de défense du [lac de Saint-Cassien](#) (Var) se sont réunies ce week-end du 1er juin pour protester contre un projet de décharge porté par l'entreprise Suez, et qui pourrait voir le jour à seulement quelques centaines de mètres du lac de Saint-Cassien.

Plus de 200 personnes ont réalisé une chaîne humaine pour s'opposer à ce projet, décrit comme "dangereux", "aberrant", et en totale contradiction avec les enjeux environnementaux actuels.

"Ce projet (...) il est dangereux parce qu'il amène d'abord un risque de contamination de l'eau de ce lac, qui est une formidable chance dans le contexte de sécheresse que l'on connaît", explique Thomas Côte, membre du collectif de protection du lac de Saint-Cassien, au micro de BFM Toulon Var.

"Cette eau, c'est l'eau que je bois, celle que mes enfants boivent, à Saint-Raphaël, dans la plaine de [Fayence](#), jusqu'à Cannes en réservoir secondaire."

Un "49.3 de l'environnement"

Au-delà des risques de contamination de l'eau et de l'environnement, les associations alertent également sur les risques de pollution de l'air, d'incendie ainsi que sur le trafic des poids lourds liés à la présence de cette décharge.

De son côté, l'entreprise Suez se veut rassurante concernant l'impact de la future décharge sur l'environnement local.

"Vous aurez une partie des installations qui s'installent sur les anciennes activités industrielles, une partie qui vient à la place du milieu actuel", détaille Vincent Borel, directeur délégué Suez de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. "En sachant qu'on va travailler de manière très approfondie à l'intégration paysagère, pour qu'il n'y ait pas de visibilité du site depuis l'extérieur, et notamment depuis l'autoroute A8, qui passe à proximité."

Des arguments qui ne suffisent pas à convaincre les associations de défense du lac, qui assurent même que de nombreux élus locaux sont eux aussi opposés au projet. Ce dernier ne pourra se réaliser qu'avec l'accord du préfet.

"Ce projet, c'est un peu un 49.3 de l'environnement. C'est-à-dire que tous les élus locaux sont contre, ils représentent une population qui est intégralement contre ce projet, et on essaie de passer en force quand même", déplore Thomas Côte. "Le président de région est contre, les députés sont contre."

Deux alternatives proposées

Les collectifs réclament l'abandon total du projet, et proposent au préfet deux alternatives. La première vise à réévaluer les besoins réels en termes de gestion des déchets compte tenu des réglementations en vigueur, pour mettre à jour l'étude réalisée en 2017.

"Le deuxième point, ce sont les carrières", explique Philippe Élie, président du collectif de protection du lac de Saint-Cassien. "Notre proposition, c'est d'utiliser ces carrières pour stocker, traiter, concasser les gravats, parce que toute l'infrastructure existe déjà."

Une [cagnotte en ligne](#) a également été lancée au profit de l'Union contre la décharge de Fontante. Les fonds récoltés permettent de financer les actions

des collectifs comme celle organisée ce week-end, mais aussi de couvrir les frais d'avocats des associations qui se battent contre le projet.

Le préfet du Var devrait quant à lui communiquer son avis définitif sur la poursuite ou non du projet au mois d'octobre.

Tom Ferrara avec Laurène Rocheteau